

POLLUTION DE L'AIR : LAISSEZ RESPIRER BRUXELLES !

Ce samedi, une centaine de statues de Bruxelles se sont vues équipées de masques anti-pollution et de slogans appelant à améliorer la qualité de l'air respiré par les habitants de la capitale. Une action menée par le collectif citoyen « BruxselAIR », souhaitant défendre symboliquement notre droit à tous de respirer un air pur.

De multiples études scientifiques le prouvent : si ces statues étaient faites de chair et de sang, elles respireraient en effet un air (illégalement) toxique. Selon l'Agence européenne de l'environnement, la mauvaise qualité de l'air cause ainsi plus de **12.000 décès prématurés par an dans notre pays**^[1]. A ceux-ci s'ajoutent de nombreux problèmes cardio-vasculaires et maladies respiratoires qui pèsent lourdement sur notre bien-être et nos finances publiques.

Les citoyens en appellent au politique

Bien qu'invisible, la pollution de l'air fait toutefois de plus en plus parler d'elle. Plusieurs groupes citoyens ont récemment, chacun à leur manière, appelé à améliorer urgemment l'air respiré à Bruxelles. Qu'il s'agisse d'escalader des statues pour les protéger symboliquement de la pollution, d'interpeller le politique par le biais de cartes blanches ou même de poursuivre la Région en justice pour ses infractions répétées aux normes européennes, on ne compte plus les appels du pied qu'envoient les citoyens au monde politique pour qu'il passe à l'action.

A tous les niveaux de pouvoir, **certaines mesures vont d'ores et déjà dans le bon sens** : la future mise en place d'une zone de basses émissions à Bruxelles, l'embryon de réforme de notre système de voitures de société et certains efforts entrepris pour promouvoir la mobilité active sont autant de pas en avant à saluer. Toutefois, ceux-ci restent **très largement insuffisants pour régler le problème de la pollution de l'air**, que ce soit à court ou à long terme. En outre, la crédibilité de ces efforts est bien trop souvent affaiblie par des décisions politiques contradictoires. Quel impact auront ainsi l'élargissement programmé du Ring, le désinvestissement massif dans la SNCB, la construction de centres commerciaux accessibles principalement en voiture ou l'achat de nouveaux bus au diesel sur la qualité de l'air que nous respirons dans la capitale ?

Les exemples de l'étranger

Il y a aujourd'hui **urgence sanitaire à Bruxelles**. Nous, citoyens bruxellois, demandons urgemment que des mesures à la hauteur de l'enjeu soient prises pour régler ce problème qui nous touche tous quotidiennement. A titre d'exemple, nous estimons que la politique actuelle de subvention massive des voitures de sociétés doit être réformée, que des alternatives crédibles pour se rendre dans la capitale (en train, transport en

commun ou à vélo) doivent être développées sans délai et que les véhicules roulant au diesel (classé « cancérogène certain » par l'OMS depuis 2012) doivent être interdits dès que possible dans la capitale.

De telles mesures ne sont ni impossibles, ni irréalisables. **De nombreuses grandes villes franchissent d'ores et déjà le pas** : en 2016, Paris, Madrid, Athènes et Mexico ont ainsi annoncé vouloir bannir les véhicules diesel d'ici 2025. Ailleurs en Europe, Londres, Milan ou encore Stockholm ont mis en place avec succès un système de péage urbain. Des pays tels que la Norvège ou les Pays-Bas envisagent même de passer à la mobilité électrique et active en interdisant la vente de véhicules brûlant des énergies fossiles d'ici 2025. Ces mesures auraient d'importants bénéfices sanitaires, mais également économiques et environnementaux. Pourquoi seraient-elles inenvisageable dans notre pays ?

Il est temps de cesser de prendre la complexité institutionnelle de notre pays comme excuse. Chaque niveau de pouvoir peut et doit prendre des mesures. Il est temps d'arrêter de négocier avec la santé publique.

^[1] Voir : <http://www.eea.europa.eu/highlights/stronger-measures-needed/table-10-1-premature-deaths>